

Publié le 2 février 2018

## **Davos : forum du bien-être planétaire ou du «vivre bien» ?**

***Le forum de Davos traitait cette année d'un thème ambitieux, «Un futur partagé dans un monde fracturé». Mais disposait-il de la bonne «boîte à outils» pour réparer ces fractures et proposer au monde un avenir meilleur ?***

Depuis 1971 se tient à Davos, une station de ski suisse de moyenne altitude, le forum économique mondial, dont l'initiative revient à un universitaire, Klaus Schwab. Très médiatisée, cette manifestation qui «est à la fois un gigantesque cocktail, une université d'hiver, un meeting, une grand-messe et un *brain-storming* planétaire» ([Les Échos](#)) est, le temps d'une semaine, «*the place to be*» pour un ensemble de participants qui mêle des personnalités politiques, des chefs d'entreprises, des financiers, des universitaires, des représentants d'ONG et d'institutions internationales, des journalistes, et même quelques stars du show business.

Ils étaient trois mille invités à Davos cette année, avec une sociologie assez caractéristique : l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, qui représentent 13 % de la population mondiale, comptaient 1 774 invités, l'Asie représentait 17 % des invités pour 53 % de la population mondiale, avec un déséquilibre encore plus marqué pour l'Afrique, l'Europe centrale et de l'Est et l'Amérique du Sud.

Il ne se décide rien de particulier à Davos, du moins rien d'officiel, ce forum étant essentiellement un lieu de rencontres et de discussions pour faire émerger des idées nouvelles, qui portent tout à la fois sur les affaires économiques, les nouvelles technologies de l'information, la géopolitique, les sciences, la religion, etc. C'est aussi un lieu pour se faire entendre ou se faire voir, car la couverture journalistique internationale y est très dense.

### **Prendre le pouls de la planète et attirer les investisseurs étrangers**

Le forum de cette année portait une ambition élevée, matérialisée par un titre prometteur : «Un futur partagé dans un monde fracturé». De fait, comme le rappelle une brève présentation d'Oxfam<sup>1</sup>, en 2017, 82 % de la richesse mondiale a profité à 1 % de la population. Angela Merkel l'a souligné en affirmant «que la croissance est structurellement de moins en moins juste », une idée reprise par Emmanuel Macron qui, à l'occasion de son discours, a dénoncé «un capitalisme de stars qui bénéficie de la financiarisation et de la technologie». À Davos, les messages ne sont pas portés que par les politiques : de puissants hommes d'affaires et argentiers de la planète se sont exprimés, comme Georges Soros, qui a brandi la menace sur la démocratie que représentent pour lui les

---

1 - Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui travaillent ensemble, avec des partenaires et des communautés locales, dans plus de 90 pays. Voir le site : [oxfam.org](http://oxfam.org).

GAFAs, restreignant de façon silencieuse la liberté d'expression. D'une façon générale, ce forum est l'occasion de prendre le pouls de la planète avec, somme toute, un focus très marqué sur sa santé économique : il s'agit du «*World Economic Forum*».

De fait, il n'est pas toujours facile de définir de façon précise le rôle des politiques qui étaient présents à cette édition du forum. Pour plusieurs d'entre eux, dont Donald Trump, Emmanuel Macron, Justin Trudeau et Narendra Modi, la prestation a été d'abord celle d'un directeur commercial venu vanter l'efficacité de sa politique économique pour mieux attirer les investisseurs étrangers sur son propre territoire. Il est vrai qu'à l'heure de la mondialisation, la concentration d'investisseurs et de décideurs en un temps et en un lieu constitue une très belle opportunité de promotion. Donald Trump, dont on redoutait une nouvelle flambée protectionniste, a tenu un discours rassurant, placé sous le signe de la séduction : «Il n'y a jamais eu de meilleur moment pour investir aux États-Unis». Mais cette articulation entre le politique et l'économique, positionnée dans un monde dominé par le modèle du libéralisme occidental, ne relève-t-elle pas plutôt de la désarticulation ?

## **Trouver des principes d'ordre pour passer du bien-être au «vivre bien»**

Le discours politique d'Emmanuel Macron est à ce titre intéressant : «Il faut retrouver une grammaire des biens communs et une régulation mondiale en matière d'écologie, de santé d'éducation et de formation. Sinon, dans cinq ou dix ans, les nationalismes l'emporteront partout». Par la suite, il a appelé à «un contrat mondial où les gouvernements ne seront pas les seuls acteurs, mais qui engage les entreprises et les investisseurs internationaux». Le cadre est très clairement donné, mais il pose la question de savoir qui gouverne et pour quelle finalité.

- Il est difficile d'y voir clair si l'on n'introduit pas un ordre dans les idées. Les sciences étudient toujours un ordre : l'ordre que la raison met dans les concepts, car le propre de la raison est d'ordonner. Ce qui met la raison en face de deux sortes d'ordres :
- L'ordre que la raison peut connaître et ne fait pas : c'est l'ordre des sciences de la nature physique, métaphysique, mathématique.
- L'ordre que la raison connaît et peut fixer. Il est de trois sortes :
  - la raison connaît et fait des actes qui ont comme principe la volonté en tant que la volonté ordonne ses actes au bien : ce sont les sciences morales ;
  - L'ordre que la raison connaît et fait dans les choses : c'est le domaine des arts et des techniques ;
  - L'ordre que la raison met dans ses propres actes : c'est la logique.

Les sciences morales se divisent en trois :

- L'ordre que l'homme fait dans ses actes personnels : éthique ou monastique (éthique individuelle) : les notions communes qui permettent de régler ses actes propres.
- L'ordre que la raison connaît et met dans les corps intermédiaires : la famille, l'entreprise : c'est l'économie.
- L'ordre que la raison connaît et met dans le tout qu'est la société : la politique.

À cette division correspond un ordre du bien, qui commence par le bien individuel, subordonné au bien du corps intermédiaire, lui-même subordonné au bien de la société, lequel est le bien commun par lequel la personne humaine peut «vivre bien».

Les hommes politiques qui se sont exprimés à Davos l'ont fait dans le contexte d'une économie libérale, qui exclut la notion de bien commun au profit de l'intérêt général. Dans cette «société politique», le bonheur humain est limité au bien-être individuel, et c'est la satisfaction de bien-être du plus grand nombre qui est l'objectif premier. Comme cette satisfaction passe par la consommation et la richesse, le politique est avant tout l'architecte d'un ensemble de lois qui permettent à l'économie de se développer. Ce faisant, le politique s'est subordonné à l'économie. Il n'est plus l'architecte du vivre bien, mais l'assistant maître d'ouvrage du bien-être au service d'une maîtrise d'œuvre portée par le pouvoir économique. L'architecture est celle des lois «naturelles» de l'économie telles que les conçoit le libéralisme. La mondialisation et ses fractures nous rappellent crûment que ce pouvoir économique est aujourd'hui finalisé par la maximisation du profit et de la richesse.

Pour construire ce «futur partagé dans un monde fracturé», il manquait des invités à Davos : de véritables philosophes politiques «du vivre bien», où l'économie est une science morale à part entière, elle-même subordonnée au politique.

Bienvenue à l'IKW<sup>2</sup> !

Jérôme Fouquet

Retrouvez cet article sur notre [site](http://srp-presse.fr) (srp-presse.fr)

---

2 - [Institut Karol Wojtyła](http://InstitutKarolWojtyla.org).